

Philippe Mella - Lomarec

Regards d'entrepreneurs - Mardi 10 Avril 2012

Philippe Mella dirige Lomarec, société dans le secteur événementiel, dont le métier est la location de matériel haut de gamme.

En quoi êtes vous engagé dans la RSE et le DD ? une bonne pratique ? une originalité ?

Nous pouvons dire que la RSE est historiquement dans nos gènes car depuis quelques années nous avons déjà naturellement mis en place des mesures DD :

- intéressement aux bénéficiaires pour nos salariés (sans obligation légale).
- location d'une gamme d'articles Art de la Table issue du commerce équitable ainsi qu'une gamme en verre recyclé.
- réunion mensuelle avec les délégués du personnel afin d'instaurer un vrai dialogue social.
- entretien évaluation pour tous nos responsables de poste.
- bilan carbone effectuée en 2009.
- cours de français dispensés dans le cadre de la formation professionnelle pour nos salariés maîtrisant mal le français. Etc...



Nous avons souhaité aller plus loin et surtout formaliser nos idées et nos actions en obtenant le label Lucie. Ce label permet d'identifier les PME qui s'engagent en faveur du Développement durable dans les domaines social, économique et écologique. Nous avons donc présenté ce projet aux Agefos qui totalement séduit par notre démarche nous ont accompagné. Après un an de formation et d'accompagnement réalisé par Christophe Gotteland du Geste Eco Conseil, nous avons été audités par Vigéo en mai 2011 et avons obtenu le label Lucie en octobre 2011. Ce label a couronné un vrai travail d'équipe tant les collaborateurs Lomarec se sont sentis concernés et impliqués dans le projet.

Quels sont vos projets pour l'avenir ?

Une fois que la démarche RSE a été lancée elle ne doit jamais s'arrêter et l'obtention du label Lucie est, certes, une récompense, mais en aucun cas une finalité. Nous avons mis en marche un processus qui ne s'arrêtera jamais tant qu'il sera alimenté par les idées émises par les collaborateurs qui, totalement impliqués dans la démarche, sont sans cesse force de propositions. Les projets ne manquent pas...

- privilégier l'embauche de personnes en réinsertion
- ouvrir le capital aux collaborateurs
- pouvoir changer de lieu de site (le nôtre est obsolète) afin d'avoir un nouvel entrepôt dans lequel nous pourrions garantir encore plus la sécurité de notre personnel et améliorer la mécanisation de notre cycle de production pour diminuer la pénibilité au travail (diminution du port de charges lourdes et de gestes répétitifs).

En tant que membre du réseau Entrepreneurs d'avenir, quelles sont vos attentes et comment comptez-vous vous y investir ?

Je suis actionnaire principal de la société Lomarec et de ce fait je n'ai pas d'actionnaires actifs et impliqués dans le développement de ma société. J'ai besoin de me « challenger » auprès d'autres chefs d'entreprise et de pouvoir prendre avis auprès d'eux sur des décisions importantes que j'aurai à prendre. Concernant la RSE je pense qu'EA sera pour moi un véritable « laboratoire RSE » qui me permettra d'aller plus loin dans ma démarche.

Je souhaite être un membre actif d'EA en participant à des tables rondes. EA doit devenir un vrai Think tank auprès des parties prenantes (gouvernement, collectivités, secteur bancaire et assurance, etc...).

Si vous aviez la parole aux Présidentielles, que proposeriez-vous aux candidats ?

Tout d'abord, je proposerais que pour apprécier et surtout mesurer l'implication d'une société dans la RSE une labellisation soit obligatoire ou qu'une notation par une agence spécialisée (Vigéo ou Afnor) soit mise en place afin de pouvoir « cibler » facilement les sociétés réellement impliquées.

En effet, il semblerait que certaines sociétés se lancent dans la RSE pour « bien » ou pour obtenir des marchés ».

La démarche de ces sociétés est tout sauf sincère ! Une fois cette notation ou labellisation mise en place, il serait facile pour le gouvernement élu de

- favoriser les entreprises véritablement engagées dans la RSE pour l'obtention de contrats publics.
- d'intervenir auprès des assureurs et des banques afin que les sociétés « reconnues » comme socialement responsables soient favorisées concernant les prêts et les primes.
- diminuer l'impôt sur les sociétés pour celles qui sont labélisées ou bien notées.

Enfin, je demanderais la relance de la taxe carbone abandonnée par le gouvernement actuel en raison de la crise économique. Et ce, afin de favoriser encore plus les entreprises « propres ».